

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/NGBT/14

29 mars 1996

(96-1226)

Groupe de négociation sur les télécommunications de base

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU 22 MARS 1996

1. Le Groupe de négociation sur les télécommunications de base a tenu sa quatorzième réunion le 22 mars 1996. L'ordre du jour figurait dans l'aérogamme WTO/AIR/294 du 12 mars 1996.
2. S'agissant des demandes de participation et de statut d'observateur, le Président a annoncé que le Pérou avait décidé de prendre part aux négociations en qualité de participant à part entière. En conséquence, le nombre de participants à part entière aux négociations était désormais de 37¹ et celui des participants ayant le statut d'observateur de 26.² Le statut d'observateur a été demandé et obtenu pour une organisation régionale, la Commission technique régionale des télécommunications. Le Président a remercié les gouvernements concernés de leur décision et a encouragé les autres gouvernements qui participaient aux réunions à titre d'observateurs à envisager eux aussi la possibilité de prendre part aux négociations en qualité de participants à part entière dès que possible.
3. Dans le cadre du point de l'ordre du jour concernant la présentation des projets d'offres, le Président a annoncé que la République dominicaine avait déposé un projet d'offre. Le nombre total des projets d'offres présentés par les participants s'établissait donc à ce jour à 24.³ En outre, le Venezuela, la Suisse et le Japon avaient présenté une révision de leur projet d'offre, portant à sept le nombre d'offres révisées présentées. L'Australie a fait part de son intention de présenter sous peu une offre améliorée. Le Président a remercié les délégations qui étaient en train de préparer des projets d'offres ainsi que celles qui avaient fait part de leur intention de fournir des offres améliorées et il a encouragé les autres gouvernements à faire de même.
4. Le Président a invité les délégations à formuler des observations sur l'état d'avancement des négociations bilatérales menées au cours de la semaine. Plusieurs participants ont reconnu qu'il y avait

¹Argentine, Australie, Barbade, Brésil, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Communautés européennes et leurs Etats membres (Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni et Suède), Corée, Cuba, Egypte, Equateur, Etats-Unis, Hong Kong, Hongrie, Inde, Islande, Israël, Japon, Maroc, Maurice, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pérou, Philippines, Pologne, République dominicaine, République slovaque, République tchèque, Singapour, Suisse, Thaïlande, Tunisie, Turquie et Venezuela.

²Afrique du Sud, Bolivie, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, El Salvador, Emirats arabes unis, Fédération de Russie, Guatemala, Honduras, Indonésie, Jamaïque, Lettonie, Madagascar, Malaisie, Myanmar, Nicaragua, Pakistan, Panama, République de Chine, Roumanie, Slovénie, Taipei chinois, Trinité-et-Tobago et Uruguay.

³Australie, Brésil, Canada, Chili, Communautés européennes et leurs Etats membres, Corée, Etats-Unis, Hong Kong, Hongrie, Israël, Japon, Maurice, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Philippines, Pologne, République dominicaine, République slovaque, République tchèque, Singapour, Suisse, Turquie et Venezuela.

eu des progrès en ce sens que des offres nouvelles et améliorées avaient été présentées et que des délégations avaient promis de communiquer des offres améliorées. Certains participants se sont toutefois déclarés déçus par la quantité et la qualité, en termes absolus, des offres présentées jusqu'ici. Les participants sont convenus qu'il fallait accroître la participation, respecter le calendrier des négociations, obtenir des améliorations des offres et parvenir à un résultat fondé sur le principe NPF. De nombreux participants ont instamment prié les principaux partenaires commerciaux de présenter des offres améliorées. Un représentant a fait observer que l'incertitude concernant les principes réglementaires ne devrait pas empêcher les délégations de soumettre des offres et a demandé que les efforts conjoints soient intensifiés afin d'accélérer le processus de négociation. Le Groupe s'est déclaré préoccupé par le travail qui restait à accomplir pour parvenir à un résultat satisfaisant dans les délais prévus. Néanmoins, les participants ont été encouragés par l'optimisme que dénotait la détermination à faire progresser les négociations. Cet état d'esprit se retrouvait dans le bon accueil réservé par les représentants à l'appel lancé par le Directeur général lors d'une session précédant la présente réunion les invitant à conclure les négociations d'ici à la date butoir d'avril. Le Président a fait observer que le moment était venu pour le Groupe d'accélérer les négociations en renforçant le niveau de participation et en encourageant les pays qui ne l'avaient pas encore fait à présenter des offres et les autres à présenter des offres nouvelles et révisées dans les plus brefs délais.

5. Au titre du point de l'ordre du jour sur les questions techniques et conceptuelles en suspens, le Secrétariat a rendu compte des réunions informelles consacrées aux questions réglementaires qui s'étaient tenues en février et mars. Il a dit que, grâce au travail de rédaction, le document de référence ne comportait plus guère d'éléments entre crochets et que peu de questions restaient à régler, quoique certaines délégations aient annoncé qu'elles devraient avoir des consultations avec leur administration centrale sur certains points ne figurant pas entre crochets. Le document était donc présenté sous sa forme révisée au groupe de négociation, étant entendu qu'il n'engageait pas les participants. Lors de l'examen du document de référence, il a été signalé que celui-ci n'avait aucun statut juridique et devait servir de guide pour l'inscription d'engagements additionnels sur les listes. Il a également été souligné qu'aucun engagement contraignant ne découlerait du document en tant que tel; seuls les engagements figurant explicitement dans les listes auraient un caractère juridiquement contraignant. Les délégations ont aussi noté que, sous sa forme actuelle, le document était incomplet et devrait faire l'objet de consultations avec les administrations centrales. De plus amples discussions seraient utiles pour préciser certains des concepts énoncés. Il a également été dit que des principes réglementaires de cette nature devraient tenir compte des différents stades de libéralisation et que la diversité des systèmes et des structures réglementaires nationaux exigeait une approche souple et progressive. Plusieurs participants ont fait part de leur intention de se fonder sur le document pour les engagements additionnels qu'ils contracteraient. Le Président a dit en conclusion que le document conserverait son statut de document informel devant servir de guide pour l'inscription des engagements sur les listes. Il n'aurait pas de statut juridique et ferait l'objet de plus amples discussions multilatérales s'il était jugé nécessaire de préciser les points qui n'étaient pas encore réglés. Néanmoins, étant donné le peu de temps dont on disposait pour achever les négociations, le Président a demandé aux délégations de s'efforcer d'appliquer les principes énoncés dans le document lors de l'établissement de leur liste d'engagements.

6. Au titre du point de l'ordre du jour concernant l'examen des réponses au questionnaire sur les télécommunications de base, le Président a annoncé qu'aucune nouvelle réponse n'était parvenue au Secrétariat depuis la précédente réunion.

7. Pour ce qui était des travaux futurs, le Groupe est parvenu à un accord sur un calendrier révisé pour l'achèvement des négociations ainsi que sur les deux ordres du jour provisoires des réunions d'avril distribués avant la réunion. Le Président a annoncé que la réunion formelle suivante du Groupe était prévue pour le 17 avril et qu'elle serait précédée d'une réunion informelle le 15 avril. Les questions devant être examinées à ces réunions comprenaient la rédaction du Protocole et la rédaction d'une décision du Conseil concernant l'adoption du Protocole. Il a aussi été convenu de fixer au 25 avril la date limite de présentation des listes.